

ruineux, s'il arrivait que, comme l'a publiquement préconisé le ministre pour diminuer les excédents de céréales, les cultivateurs se lançaient à fond dans l'élevage?

L'hon. Douglas S. Harkness (ministre de l'Agriculture): Monsieur l'Orateur, le député a certainement remarqué que le discours du trône indique que le Gouvernement a l'intention de présenter une mesure en vue de stabiliser les prix agricoles et l'économie agricole. Quand cette mesure sera présentée, le Gouvernement exposera entièrement ce qu'il entend faire à propos de questions de cette sorte.

LES RECHERCHES ET LE SAUVETAGE

DÉCLARATION SUR L'ÉTABLISSEMENT D'UN SERVICE CANADIEN DE GARDE-CÔTES.

A l'appel de l'ordre du jour.

L'hon. George H. Hees (ministre des Transports): Monsieur l'Orateur, l'honorable député de Comox-Alberni (M. Barnett) m'a demandé hier si je pouvais lui indiquer ce que le Gouvernement actuel avait fait au sujet de l'établissement d'un service canadien de garde-côtes.

Il s'agit là d'une question très importante et qui intéresse un grand nombre de députés. Pour lui rendre justice, il faudrait y apporter une réponse circonstanciée et, de toute nécessité, assez longue. Je dispose ici d'une telle réponse, mais je ne crois pas qu'il convienne en ce moment d'abuser de la patience des députés. Si l'interpellant veut bien inscrire sa question au *Feuilleton*, je serai en mesure d'en déposer la réponse immédiate, de la façon normale.

L'hon. M. Sinclair: Monsieur l'Orateur, à mon avis il s'agit d'une question si importante que tous les députés accueilleraient avec plaisir une déclaration de principe de la part du ministre.

L'hon. M. Fulton: Toute la Chambre l'aura, si vous voulez bien me permettre de la déposer. Vous savez lire, n'est-ce pas?

L'hon. M. Sinclair: Je crois qu'il serait de beaucoup préférable que le ministre nous parle, de la façon inimitable qui est la sienne, de cette promesse si souvent répétée par les tories.

LES FINANCES

OBLIGATIONS D'ÉPARGNE DU CANADA—AFFICHES IMPRIMÉES AU ROYAUME-UNI

A l'appel de l'ordre du jour.

L'hon. Jean Lesage (Montmagny-L'Islet): Monsieur l'Orateur, le ministre des Finances peut-il me dire combien de contrats ont été

[M. McCullough.]

adjugés au Royaume-Uni pour l'impression des affiches concernant l'émission actuelle des obligations d'épargne du Canada? Je viens de faire parvenir au ministre une de ces affiches.

L'hon. Donald M. Fleming (ministre des Finances): Monsieur l'Orateur, je crois que la réponse exacte est un contrat. Toutefois, je vais être plus explicite en répondant à l'honorable député. Il y a environ dix jours, on a appelé mon attention sur le fait que quelques affiches utilisées dans la présente campagne des obligations d'épargne semblaient avoir été imprimées en Grande-Bretagne plutôt qu'au Canada.

L'hon. M. Lesage: Même les affiches de langue française.

M. Fleming: Je me suis renseigné immédiatement à ce sujet et j'ai découvert qu'une affiche répondait à cette description, une seule.

L'hon. M. Martin: Cela fait partie du programme de détournement du commerce.

L'hon. M. Lesage: Quinze pour cent.

L'hon. M. Fleming: Règlement s'il vous plaît. Puis-je poursuivre, monsieur l'Orateur?

M. Gauthier (Portneuf): Demandez à M. l'Orateur de maintenir la discipline.

L'hon. M. Fleming: Si l'honorable député permet qu'on réponde à la question de son collègue, monsieur l'Orateur, je procéderai volontiers.

On me dit que cette affiche a eu un succès éclatant lors d'une campagne analogue au Royaume-Uni, et c'est pourquoi nous l'avons adoptée ici. Le montant total requis pour acheter les droits de reproduction de cette affiche et pour la faire imprimer à sa source s'élève à \$2,500, alors qu'en tout il en a coûté \$640,000 de publicité pour lancer la campagne actuelle d'obligations d'épargne du Canada.

Une voix: Gaspillage et prodigalité.

L'hon. M. Fleming: Vous constatez sans peine, monsieur l'Orateur, que le montant en cause ne s'élève qu'à environ $\frac{1}{4}$ p. 100 de la dépense globale.

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS SUR LES CHÈQUES BILINGUES DU GOUVERNEMENT

A l'appel de l'ordre du jour.

(Texte)

M. Wilfrid LaCroix (Québec-Montmorency): Monsieur le président, je désire poser une question à l'honorable ministre des Finances. Est-il vrai que l'honorable ministre a donné instruction au bureau du Trésor d'émettre, à l'avenir, des chèques bilingues sur toute l'é-